

## Faire vivre en établissement « l'année Clemenceau »

L'année scolaire 2018-2019 est celle du Centenaire de l'armistice du 11 novembre 1918. Moment commémoratif majeur, il va de pair avec l'évocation de personnages dont le rôle a été décisif dans la sortie de la Première guerre mondiale. C'est à ce titre que l'année scolaire 2018-2019 sera l'année Clemenceau. Figure majeure de la fin et de la sortie de la guerre de la France, « tigre » et « père la victoire » mais aussi ardent négociateur des traités de paix après le 11 novembre, le personnage de Clemenceau va cependant au-delà de cela. Et de ce point de vue il peut être intéressant d'amener des élèves à s'interroger sur la globalité du parcours politique de Clemenceau. Les programmes de première, au lycée, s'y prêtent sans difficulté. En collège, il pourrait tout à fait être envisagé de faire travailler ensemble des élèves de 4<sup>e</sup> et de 3<sup>e</sup> autour du personnage de Clemenceau dans le cadre de la réalisation d'une production commune aux élèves de ces classes (exposition, diaporama, vidéo...)

Parfois considéré comme un des deux « grand hommes » du 20<sup>e</sup> siècle avec le général de Gaulle, Clemenceau est loin d'avoir la même place que lui dans les programmes scolaires. Pourtant sa carrière politique s'étire sur un demi-siècle (1870-1920) là où celle de de Gaulle n'a finalement duré que trente ans.

A ce contraste bien sûr, il est en apparence une première explication, tenant à la nature même des régimes politiques dans lesquels Clemenceau et de Gaulle jouèrent un rôle majeur : là où la cinquième république favorise par définition la personnalisation du pouvoir à travers une figure présidentielle, la troisième république est rapidement devenue un régime parlementaire, sans figure présidentielle dominante, laissant seulement place à la citation pour quelques chefs de gouvernement, à la longévité politique incertaine. Une seconde explication mériterait d'être avancée, tenant à l'inscription de chacun de ces deux régimes dans deux « âges médiatiques » bien distincts, dominé pour le premier par l'écrit de presse, caractérisé pour le second, et ce dès la période gaullienne, par l'affirmation de l'image, et d'abord « l'étrange lucarne » télévisuelle. Si la presse sous la troisième république fut un âge d'or de la caricature et, partant, d'une forme de personnalisation de la vie politique, elle fut cependant autant et surtout un temps d'affichage des débats parlementaires et, partant, d'attention plus grande accordée aux mots du politique autant qu'à ses postures. L'entrée dans le temps de l'image, des monologues puis des débats cathodiques a quelque peu modifié la donne et la formule choc, l'attitude outragée ou ombrageuse face caméra, à l'impact aussi conséquent que le discours lui-même, favorisent inmanquablement la personnalisation de la vie politique.

Ces éléments pourtant, à bien y regarder, sont des explications partielles. Il n'est pas de régime politique qui ne possède ses figures tutélaires, ses personnages à tort ou à raison emblématiques, et la troisième république n'échappe pas à la règle. Un autre élément peut-être joue ici : pour revenir sur la comparaison initiale de de Gaulle et de Clemenceau, il est possible de rappeler la remarque faite par Jean Noël Jeanneney d'un de Gaulle qui au fil du temps est devenu assez consensuel (« tout le monde a été, est ou sera gaulliste » selon un adage célèbre...) là où le personnage de Clemenceau conserve une rugosité qui exclut l'unanimité (par exemple de villes comme Narbonne ou Draveil n'ont aucun lieu public portant le nom de Clemenceau).

A travers cette première lecture de nos contenus d'enseignement, peut-on se contenter de voir dans Clemenceau une sorte de patriarche sorti de nulle part en 1917 pour galvaniser les soldats et s'en retourner, plus contraint que volontaire du reste, dans sa « bicoque » vendéenne nouvellement aménagée en 1920, une fois la paix et ses premiers traités établis ? Comment alors expliquer devant des élèves le paradoxe de ce politique n'apparaissant que

dans un chapitre singulièrement militaire, celui consacré à la Grande guerre ? Comment expliquer tout court sa nomination à la tête du gouvernement en 1917, par un président de la République, Raymond Poincaré, qui n'était pas précisément son plus proche allié politique ? Nos programmes scolaires, dans la mesure où ils ouvrent la possibilité d'aborder la construction d'une culture républicaine, ne permettent-ils pas cependant de saisir, avec Clemenceau, ce combat pour un régime, qui ne se réduit pas à la seule vie parlementaire ni à l'action gouvernementale ? Au-delà même, à travers la figure de Clemenceau, n'est-il pas possible de faire saisir en termes simples l'unité profonde du projet républicain, lui-même héritier de la Révolution française ? Etudier Clemenceau, « en bloc », mais à cheval en collègue entre la 4<sup>e</sup> et la 3<sup>e</sup>, depuis le militant pour une république radicale jusqu'au « père la victoire », n'est-ce pas aussi amener nos élèves à saisir dans la durée la portée de l'événement révolutionnaire et les racines d'un patriotisme français fondamentalement distinct du nationalisme fermé né à la fin du 19<sup>e</sup> siècle et auquel Clemenceau, précisément, est resté étranger ? Dès lors évoquer Clemenceau dans sa longévité politique c'est aussi expliciter ce que sont les « valeurs de la République ».

Le personnage de Clemenceau il est vrai offre une réelle rugosité et il est tout sauf consensuel. De gauche comme de droite chacun peut trouver des points pour se rapprocher de Clemenceau, mais aussi des éléments d'irritation qui le rend étranger à l'un ou l'autre bloc politique.

Mais cette rugosité même renvoie à la force de convictions de Clemenceau et à un homme qui a su les tenir tout au long de sa vie politique, avec le sens de l'Etat et de certains compromis une fois arrivé au pouvoir, mais sans céder sur ses valeurs. En ce sens il est représentatif de ce que peut être un engagement républicain, même si la répression de certains mouvements sociaux de son temps dont aussi être évoquée en contrepoint.

Clemenceau c'est aussi l'homme des grands principes républicains, affirmés au temps de leur construction législative mais aussi en actes, au quotidien, avec cet exercice de l'expression journalistique dont il s'était fait, comme d'autres, un spécialiste. Les grands moments de crise, et notamment l'Affaire Dreyfus amènent aussi à saisir ce combat pour les valeurs de la République... aux antipodes de la personnification des débats telle qu'elle peut se voir très souvent aujourd'hui... Distinguer le principe relatif au droit des individus qui est en jeu dans un combat, de la personne qui est concrètement et effectivement défendu peut être aisément fait à travers les engagements de Clemenceau. S'il pouvait considérer, comme Péguy du reste, que le personnage de Dreyfus était assez terne, le problème posé par l'Affaire nécessitait un engagement sans faille.

Mais, au-delà de ces éléments ponctuels, amener des élèves à s'interroger sur Clemenceau c'est aussi chercher à saisir cette articulation réussie entre affirmation de la liberté individuelle et développement d'un sens de la collectivité nationale et des responsabilités collectives. Elle s'appuie chez Clemenceau sur une lecture de l'histoire mobilisatrice qui porte en elle cette affirmation de l'individu émancipé et en fait un trait constitutif de « l'être au monde » de la France. Elle renvoie certes à un roman national propre à son temps, mais qui nous montre aussi qu'il n'y a pas d'engagement sans inscription dans des échelles de temps qui dépassent l'individu et sa génération. Il nous importe de savoir construire cette profondeur historique puisque ce n'est que dans ce cadre-là que l'individu œuvre à une entreprise qui le dépasse, dont il est pleinement partie-prenante, et qui permet cette articulation entre affirmation de ses droits et sens de la collectivité. La figure de Clemenceau et le travail qui peut être mené devant les élèves durant cette année scolaire, peut poser de précieux jalons en ce domaine.